Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

253-254 | Janvier-Juin 2011

Chine : regard croisé

Les logiques chinoise et vietnamienne d'expansion et d'intégration territoriales : une relation fractale ?

Michel Bruneau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6250>

DOI : 10.4000/com.6250

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 209-232

ISBN : 978-2-86781-693-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Michel Bruneau, « Les logiques chinoise et vietnamienne d'expansion et d'intégration territoriales : une relation fractale ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 253-254 | Janvier-Juin 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6250> ; DOI : 10.4000/com.6250

Les logiques chinoise et vietnamienne d'expansion et d'intégration territoriales : une relation fractale ?

Michel BRUNEAU¹

Pierre Gentelle avait publié en 2010 l'un de ses derniers articles sur « Pékin et ses périphéries continentales ». On s'y référera pour mener une réflexion géo-historique sur la façon dont la Chine et le Viêt Nam ont intégré et continuent d'intégrer territorialement leurs périphéries continentales. Ces deux pays ont eu dans la longue durée une logique d'expansion territoriale, de sinisation ou de vietnamisation de leurs minorités, d'intégration de leurs périphéries, tout à fait comparable, malgré la différence importante d'échelle entre les territoires et les populations de ces deux pays (de 1 à 16 pour la population et de 1 à 29 pour la superficie). Ces logiques territoriales ont des effets géopolitiques actuels analogues sur l'intégration de leurs périphéries continentales et sont à l'origine des difficultés auxquelles ils se heurtent aujourd'hui en vue de l'achèvement de ce processus. Ces deux pays ont un passé historique commun, le Viêt Nam ayant été durant le premier millénaire de notre ère une province de la Chine et ayant adopté une grande partie de ses institutions et de sa culture. Le Dai Cô Viêt est la seule province, durablement intégrée à l'Empire du Milieu, qui se soit détachée pour acquérir son indépendance, avec comme capitale Thang Long devenue par la suite Hanoï. Les deux pays ont, dans la longue durée, étendu leur territoire vers le Sud qu'ils ont sinisé ou vietnamisé. Ils se sont ensuite tournés vers les périphéries montagneuses situées au nord et à l'ouest de leur espace agraire densément peuplé, pour les intégrer à leur territoire impérial puis national. Ils ont utilisé des méthodes comparables de colonisation et de peuplement par des paysans/soldats dans ces régions, qui étaient encore, en très grande partie, peuplées par des minorités ethniques. L'expansion vers le Sud, qui avait été amorcée en Chine dès la dynastie des Han (206 avant J.-C. - 220 après J.-C.), n'a commencé au Viêt Nam qu'au

1. CNRS - Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3 ; mël : Michel.Bruneau@msh.fr

début du deuxième millénaire après s'être détaché de l'Empire chinois. Il s'est alors comporté comme une réplique, en plus petit, de ce dernier, obéissant à la même logique d'expansion de son territoire impérial devenu, au ^{xx}^e siècle, territoire national. Telle est l'hypothèse de recherche qui sera brièvement exposée dans cet article, à savoir la relation de type fractal qui relie depuis un millénaire ces deux pays et sociétés voisines, en choisissant une approche résolument géo-historique.

I - L'État unitaire impérial chinois

L'État unitaire naît en Chine avec l'empire Qin (à partir de 221 av. J.-C.) puis Han (206 avant - 220 après J.-C.). Ce type d'État unitaire a une structure hiérarchique

en ce sens que les pouvoirs sont nettement différenciés, selon le niveau où ils se situent, et que le pouvoir situé au sommet exerce une domination incontestable. (Balandier, 1967, p. 167)

L'action civilisatrice du rayonnement royal (*wanghua*) s'exerçait sur toute la population, depuis les Chinois jusqu'aux Barbares, dans un espace qui s'organisait autour de ce concentré de civilisation et de culture qu'était le « palais des lumières », au cœur de la capitale, dans un site choisi comme le centre du monde, voisin de « la résidence céleste » (Granet, 1968, p. 262-265). Ces espaces hiérarchisés étaient au nombre de cinq carrés emboîtés (fig. 1) : le domaine royal au centre, les deux carrés médians d'États feudataires ou vassaux appelés États de l'intérieur (*zhong guo*), les États à demi civilisés des Barbares donnant tribut, le monde barbare qui était en dehors des limites de la civilisation et qui était à peine éclairé par le soleil. L'espace intérieur impérial chinois, le monde des Han, au Nord-Nord-ouest a été séparé, protégé dans la longue durée, du monde barbare des nomades mongols, mandchous, par un mur fortifié : la Grande Muraille. Elle est constituée de différentes murailles construites entre le ^v^e siècle avant J.-C. et le ^{xvi}^e siècle après J.-C., les Ming ayant relié ses différents tronçons sur une longueur de près de 3 000 km. Elle matérialisait au Nord-Nord-ouest la limite entre l'espace intérieur du nous (*nei*) et l'espace extérieur de l'autre, de l'étranger (*wai*). À l'Ouest, les montagnes, et au Sud, la mer, matérialisaient cette limite (Sanjuan, 2007, p. 12-13). On trouve bien dans l'Empire chinois des Qin aux Han, aux Song jusqu'aux Ming et aux Mandchous un modèle spatial en auréoles concentriques de contrôle décroissant du pouvoir central sur des périphéries de moins en moins homogènes².

2. Le centre s'est déplacé au cours des deux millénaires de son existence depuis la plaine moyenne

Source : d'après Dorofeeva-Lichtmann V., 2001, p. 190-197

Figure 1 – Représentation de la Chine impériale en cinq zones concentriques telles que définies dans le « système tributaire Yu » (Yu Gong)

1 - Domaine royal ou zone central	4 - Alliés barbares
2 - Principautés tributaires	5 - Sauvages
3 - Zone en cours de pacification	

II – L'expansion territoriale progressive de la Chine vers le Sud

La Chine poussait sa civilisation et son administration plein Sud par sa plaine médiane, sa « gouttière centrale » – entre les puissantes pentes tombant d'Asie centrale, à l'Ouest, et les massifs côtiers de l'Est – dans les bagages de ses armées, dont l'itinéraire se trouvait ainsi tracé d'avance, par la force des choses, pour aboutir au bassin du Si-kiang. En ces dimensions gigantesques, la centralisation à distance, plusieurs fois rompue, mais obstinément reprise, s'est ainsi faite au bénéfice d'un Empire, *sis* de préférence vers le Nord, par où le processus avait débuté, et où l'enracinement historique était profond, au

du Houang-Ho (Huang He) au nord, au bas Yang-Tseu-Kiang (Yangzi Jiang) et à son delta au centre (Nankin) aux VII^e-IX^e siècles, pour être de nouveau localisé à Pékin en 1421. Il a toujours été localisé dans les plaines alluviales les plus densément peuplées et intensivement cultivées.

débouché des voies de l'Asie centrale vers l'Occident... La vocation de cette unité distendue, d'ordre planétaire, mais si liée géographiquement et culturellement – grâce en particulier à son étonnant réseau de canaux et de routes – est ainsi, sans conteste, monolithique. L'Empire s'est donc stratégiquement enrichi, en permanence, de ses avances militaires, jusqu'à l'alignement du Viêt Nam où il a fini par trouver sa limite. (Mus, 1977, p. 220-221)³

L'État unitaire impérial n'avait donc qu'un seul centre, qui était la source du pouvoir et de la culture, et un espace « intérieur » quadrillé qui tendait à l'homogénéité : seuls les espaces de la périphérie la plus éloignée échappaient partiellement à cette domination du centre unique (système d'administration indirecte des *tusi*). La hiérarchisation de la bureaucratie et des espaces qu'elle encadrait était très différente de ce qui caractérisait l'État segmentaire de type indien avec son polycentrisme qui se reproduisait aux différents niveaux scalaires⁴. Cet État impérial s'est élaboré dans le Nord de la Chine, puis s'est étendu peu à peu vers le Sud.

Cette expansion de l'État impérial et de la société chinoise vers le Sud est le résultat d'un processus qui a duré plus d'un millénaire, jusqu'à nos jours. Elle a été facilitée par plusieurs expéditions militaires, mais se veut l'aboutissement d'une dynamique d'avancée de la civilisation chinoise aux dépens de populations et de pays barbares, selon une vision en carrés concentriques de sinité décroissante. C'est l'application du mécanisme *hua*, c'est-à-dire le changement produit chez les peuples voisins par l'apprentissage de rituels, par une éducation sous l'influence d'une autorité morale supérieure (Wade, 2000, p. 30-31). La progression s'est faite en auréoles successives, représentant les trois phases d'un processus d'incorporation au territoire chinois.

3. « La centralisation chinoise, partie du nord-ouest, a été ou a toujours tendu à être monolithique et continentale. Elle s'est imposée à une autre Chine, celle de Canton qu'elle a soumise culturellement et intégrée administrativement. L'aventure chinoise en Asie du Sud-Est a donc largement été une tentative de prolongement et continuation du processus qui venait de faire la Chine, tentative menée à partir du centre unique et à la mesure des forces dont il disposait. La limite, qui n'avait pas été trouvée en Chine, s'est rencontrée au sud du delta du fleuve Rouge (Sông Hong), à la rencontre des avant-postes de l'hindouisation, marqués par le royaume de Champa... L'entreprise chinoise en Asie du Sud-Est a été de centrer le pays conquis sur l'administration « céleste » chinoise, tournée vers l'Autel impérial du Ciel et de la Terre, dans sa lointaine capitale continentale... avec active présence de la suzeraineté et des armées chinoises » (Mus, 1977, p. 112-114).

4. Dans le monde chinois ou sinisé, le système impérial s'accompagnait d'un droit de succession rigoureux, dans lequel les usurpations étaient rares et ne se manifestaient qu'en cas de crise politique grave et de changement de dynastie. L'administration, qui reposait sur un corpus de règles communément admises, était assurée par une bureaucratie de lettrés recrutés par concours, non en fonction de leur appartenance à une aristocratie ou de leur degré de parenté avec le souverain, même s'ils se recrutaient au sein d'une même classe héréditaire.

Dans un premier temps, à la suite d'une victoire militaire, le territoire était confié à la direction de son souverain précédent ou à des membres de son élite traditionnelle, moyennant une allégeance et des titres appropriés, ainsi que le versement périodique d'un tribut de céréales, d'argent et de corvées. C'était, selon une expression traditionnelle, tenir ces territoires « à bride relâchée ». Dans une deuxième étape, le territoire était arrivé à un degré plus avancé de soumission, à la suite de nouvelles campagnes militaires, donc redécoupé en nouvelles unités administratives confiées à des *tusi*, gouverneurs indigènes intégrés au système chinois⁵. Le paiement d'un tribut d'or, d'argent, et la possibilité de lever une armée ou une force de travail chaque année restaient de rigueur. Ce système des *tusi* s'est poursuivi au Yunnan, au Guangxi et au Sichuan jusque dans la première partie du xx^e siècle (Wade, 2000, p. 39).

Enfin, lorsque la conquête militaire était encore plus achevée et que des colons han étaient venus s'installer en plus grand nombre dans les principales villes et plaines rizicoles⁶, le souverain traditionnel était déposé et remplacé par la bureaucratie mandarinale chinoise classique, le territoire étant alors absorbé dans les structures territoriales chinoises : préfectures (*fu*), districts (*zhou*), comtés (*xian*) et garnisons (*wei*). Les frontières étaient gardées et occupées par des soldats - cultivateurs et des soldats en garnison dans des postes avancés (Gernet, 1999, p. 114). Tout ce processus était décrit, dans le discours chinois traditionnel, comme la manifestation d'une grande vertu et bienveillance (*de*) de l'empereur chinois, « Fils du Ciel », qui pacifiait, apaisait, punissait des actes de banditisme. En 1979 encore, l'expédition militaire qui a pénétré en territoire vietnamien a été présentée comme une punition du Viêt Nam, qui avait maltraité sa minorité chinoise, les Hoa, et envahi le Cambodge (Wade, 2000, p. 38-39).

Ce processus s'est déroulé pendant plus de deux millénaires à partir de la vallée du Yangzi Jiang jusqu'aux frontières actuelles du Yunnan et du Guangxi. Il n'a pas eu le même résultat au Yunnan, finalement intégré dans la

5. Sous les Ming, on distinguait les *tusi* de rang militaire et les *tusi* de rang civil. Les premiers prêtaient allégeance au trône Ming, juraient de défendre les frontières de la Chine contre ses ennemis voisins et versaient un tribut ; ils étaient en revanche libres de gouverner leurs domaines en fonction de leurs lois et coutumes, et étaient de fait indépendants. Les seconds administraient un territoire inclus dans une unité provinciale avec l'aide de fonctionnaires han de rang inférieur. Des immigrants han s'y étaient installés à côté des populations autochtones non-chinoises. Le système des *tusi* lui-même comprenait donc en son sein deux stades d'intégration territoriale à l'Empire chinois. Ainsi durant les 276 années de l'histoire des Ming, 69 % des *tusi* des trois provinces du Sud-ouest (Yunnan, Guizhou et Sichuan) étaient de rang militaire alors que 92 % de ceux du Guangxi étaient de rang civil (Herman, 2003, p. 261-262).

6. Les historiens s'accordent généralement à dire que la population han résidant dans les provinces du Yunnan et du Guizhou s'est accrue substantiellement dans la seconde moitié du XIV^e siècle après l'avènement de la dynastie Ming (Herman, 2003, p. 267).

Chine comme province, et au Viêt Nam, intégré pendant le premier millénaire, puis séparé sous la forme d'un État distinct, tout en étant fortement imprégné de civilisation chinoise.

À la logique impériale de conquête du Sud a succédé une logique de territorialisation sous le régime socialiste après la Seconde Guerre mondiale.

III – La politique d'autonomie formelle des minorités montagnardes en Chine

Pour renforcer la frontière, le régime socialiste des années 1950 a développé une politique des nationalités traitant les différents groupes en fonction de leur importance numérique, de leur niveau d'intégration ou d'assimilation, de leur proximité ou non de la frontière (Solinger, 1977). Cette politique a été menée avec fermeté par le Parti Communiste Chinois (PCC) et l'Armée Populaire de Libération (APL) qui, en fonction des conditions locales, ont gardé plus ou moins directement la maîtrise des opérations. Cependant, un grand nombre de cadres ont été formés à l'Institut provincial des nationalités de Kunming, fondé en 1951 (Moseley, 1973, p. 110-113). Ils ont, aux côtés des cadres han, pris une part de plus en plus grande à l'administration des zones autonomes nouvellement créées.

Une première catégorie était constituée par les groupes les plus nombreux, vivant depuis longtemps dans les basses terres, au contact des Han, dont ils avaient assimilé une partie plus ou moins grande de la culture. Aucune hostilité vis-à-vis de la société chinoise ne se manifestait ouvertement. C'étaient les Taï Shan ou Lü, les Yi blancs et les Paï au Yunnan, les Zhuang au Guangxi. Ils se sont regroupés dans plusieurs territoires autonomes, dans lesquels ils jouissaient de liberté d'expression culturelle, avaient leurs propres cadres et une bonne intégration politique. La politique de réforme agraire et d'organisation de coopératives a été appliquée dans ces régions frontalières à partir de 1956, ce qui a entraîné l'exil en Birmanie, Laos et Thaïlande, d'un nombre non négligeable d'anciens aristocrates ou propriétaires terriens taï lü ou shan (Moseley, 1973, p. 120-121), ainsi que l'arrivée de paysans han dans les basses terres. La loi officielle sur l'autonomie des minorités nationales n'a été publiée qu'en 1984, suivie en 1987 de celle sur la préfecture autonome de la nationalité Dai Xishuangbanna (Sipsong Pan Na) dont le préfet devait être Taï et, en fait, de rang aristocratique (Shi-chung Hsieh, 1995, p. 316). L'actuelle Daizu, ou

minorité nationale thaï, ne fonctionne pas comme un groupe ethnique thaï mais comme une simple catégorie⁷.

Les minorités montagnardes, Jinuo et Hani, qui faisaient partie du Xishuangbanna, occupaient très peu de postes officiels, mais cherchaient à s'appuyer au maximum sur la politique officielle han et à acquérir une instruction chinoise, pour compenser la position inférieure qu'ils occupaient localement par rapport aux Taï encore socialement et politiquement dominants. L'ancienne classe dirigeante des *chao*, qui occupèrent de nouveau, après la Révolution culturelle, une position dominante, contribua à restaurer une conscience identitaire ethnique forte, d'autant plus que l'ancienne unité territoriale correspondant au royaume du Sipsong Pan Na était conservée dans la nouvelle préfecture autonome avec les mêmes frontières (Shi-chung Hsieh, 1995). Les pagodes bouddhistes, les images du Bouddha, la communauté monastique, les fêtes traditionnelles restaurées contribuaient à ce même phénomène.

D'autres groupes ethniques, moins nombreux et plus isolés, ont bénéficié d'une moins grande autonomie politique et culturelle. Ils vivaient le plus souvent dans des districts autonomes (*chou* et *hsien*), dans lesquels ils étaient regroupés avec d'autres minorités. Ils ont été encouragés à quitter leur habitat montagnard pour rejoindre les autres dans les basses terres. Des Kachin (Chingpo), Lissou et Hani ont ainsi été exemptés d'une partie de la réforme agraire sans obtenir de reconnaissances politique et culturelle aussi fortes que les minorités de la première catégorie.

Une troisième catégorie était composée des groupes qui étaient plus isolés géographiquement, en milieu montagneux, et qui étaient plus rebelles à une intégration dans le territoire national chinois. Les Yi noirs ou Nosou, les Kawa, et certains groupes Kachin ou Lissou, sont entrés dans cette catégorie. Ils ont été exemptés de la réforme agraire, ont eu très peu de cadres dans l'administration et le Parti. Des territoires autonomes très morcelés et des coopératives ont été organisés beaucoup plus tard que dans les catégories précédentes. Ils sont encore en marge, et l'objectif de l'État chinois a été longtemps uniquement de pacifier leur territoire et de faire disparaître les coutumes les moins

7. Les différents groupes ethniques taï inclus dans la catégorie ethno-linguistique *dai*, naguère *baiyi*, (839 496 en 1985 dont les Thai Lü représentaient 30 %) n'avaient eu historiquement aucun contact entre eux, au point d'avoir des écritures différentes, des langues parlées sans intercompréhension. Le royaume de Sipsong Pan Na d'un côté, les principautés de Dehong (Shan de l'ouest du Yunnan à proximité de la frontière birmane) de l'autre, en étaient le meilleur exemple. Leurs habitants appartenaient à des territoires autonomes distincts, éloignés géographiquement, sans histoire commune, ni conscience ethnique ou nationale commune.

compatibles avec la modernité, telles que la pratique des chasseurs de têtes kawa (Solinger, 1977). L'Armée populaire de libération a joué pendant une plus longue période un rôle essentiel d'encadrement et de développement des communications (routes, ponts), de l'instruction (écoles) et de la santé (éradication de la malaria) (Moseley, 1973, p. 106-110).

Ces différentes mesures et cette politique d'autonomie formelle des minorités montagnardes ont considérablement renforcé la position de la Chine par rapport à ses voisins. L'implantation continue de Han dans les villes, mais également dans des fermes d'État à la campagne, n'a pas cessé de favoriser un processus de sinisation, auquel contribue également de plus en plus le développement d'un tourisme intérieur depuis une vingtaine d'années (Evans, 2000, p. 167-169). On ne trouve d'équivalent, en Asie du Sud-est, que la politique du Viêt Nam du Nord, mise en place à la même époque et s'inspirant de la même idéologie.

Cette expansion territoriale vers le Sud, s'accompagnant d'une immigration de population han et d'une sinisation progressive des populations autochtones d'abord en plaine et dans les vallées rizicoles, a duré près de deux millénaires à partir de la dynastie des Song. À l'Ouest, le rattachement à l'Empire chinois de très vastes territoires montagneux, de hauts plateaux et de steppes de la Haute Asie, est également le fruit d'une expansion un peu plus tardive dans la longue durée, de la dynastie des Tang (618-907) à aujourd'hui.

IV – L'expansion territoriale chinoise vers l'Ouest (Haute Asie: Mongolie, Tibet, Turkestan) et le Nord (Mandchourie)

Il s'agit, comme la précédente, d'une œuvre de longue haleine qui a abouti sous les Qing (1644-1911) à un territoire impérial maximal qui débordait à l'Ouest, au Nord et au Sud les frontières actuelles de la Chine. Au cours du ^{xx}e siècle, ce territoire aux frontières mal définies a été rogné par les expansions coloniales des États voisins (Russie devenue URSS, Japon, Empire britannique). Les frontières actuelles datent pour l'essentiel de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Chine s'est ensuite efforcée de transformer son territoire impérial en territoire national, celui d'un État-nation du ^{xx}e siècle. Elle a dû pour cela mettre en œuvre une politique vis-à-vis des non-Han, c'est-à-dire une politique d'intégration de ses minorités. La nature très variée de ces minorités et de leur territoire, fonction des structures tribales ou étatiques qui étaient les leurs avant leur annexion, a rendu très complexe la mise en œuvre de cette politique. De nouvelles structures territoriales ont été mises

en place tendant à homogénéiser les découpages territoriaux en provinces, préfectures et districts, dotés parfois d'un statut d'autonomie. Des mouvements de populations ont été organisés, simplement favorisés ou tolérés, de façon à accroître toujours davantage la part des Han dans la population de ces territoires périphériques.

Ces processus d'intégration territoriale des périphéries sont plus ou moins avancés selon les régions, mais sont toujours en cours et sont même loin d'être achevés. Ils se heurtent à des résistances et des difficultés plus ou moins grandes, entraînant des conflits parfois violents mais très localisés et discontinus dans le temps, qui n'ont, du moins jusqu'à maintenant, débouché sur aucun conflit armé durable.

Figure 2 – Carte de Chine montrant les provinces du Sud-ouest et les grands territoires de l'Ouest, du Nord-ouest et du Nord

Au Nord-ouest, la Mongolie a été le centre d'un immense empire continental sous Gengis Khan (xiii^e-xiv^e siècles) et a été à l'origine d'une dynastie impériale, celle des Yuan (1271-1368). Mais elle a été absorbée par l'Empire chinois lui-même qui la dominait encore sous la dynastie des Qing, jusqu'en 1911, lorsque la Mongolie extérieure devint indépendante sous influence russe puis soviétique, et définitivement détachée de la Chine en 1924. Seule

la Mongolie intérieure (fig. 2), proche de la Grande Muraille, fut progressivement intégrée au territoire chinois. Rattachées à la Chine sous la dynastie mandchoue des Qing, les six ligues (*tchoulgen*) et quarante-six tribus (*khochoun*) dirigées chacune par un prince héréditaire, assisté d'un adjoint nommé par Pékin, étaient sous la houlette d'un gouverneur militaire chinois. Elle fut ensuite partagée en trois territoires militaires distincts des vingt-deux provinces chinoises. Puis les quatre « districts administratifs spéciaux » furent en 1928 érigés en provinces de plein exercice : Jehol, Chahar, Suiyuan et Ningxia (Grenard, 1929).

Au Nord, la Mandchourie, qui comme la Mongolie était en dehors de la grande muraille, a été longtemps le domaine de tribus nomades mongoles et mandchoues et interdite à l'immigration chinoise au nord de Moukden (Shenyang), au-delà de la « palissade des saules » jusqu'en 1878. Elle bénéficiait d'un statut spécial qui la distinguait des provinces chinoises. Elle a été ensuite sous influence russe, puis sous occupation japonaise entre les deux guerres mondiales. Un front pionnier agricole de paysans chinois avait progressé au sud de la « palissade des saules » dès les Ming (1368-1644). Une forte immigration de paysans chinois a peuplé de plus en plus densément cette plaine alluviale fertile au long du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècles. Trois provinces se partagent aujourd'hui la Mandchourie : Liaoning, Jilin et Heilongjiang. Elle est complètement intégrée au territoire chinois, avec une population très majoritairement han.

À l'Ouest, le Turkestan chinois, dont la dernière conquête chinoise datait de 1759, a été intégré à l'empire et nommé, en 1881, Sin-Kiang (Xinjiang), la « Nouvelle Frontière » sous la forme d'une nouvelle province (1884). La population chinoise y a été longtemps très minoritaire, localisée surtout dans la capitale, Ouroumsi (Urumqi). La province comprenait 6 préfectures (*taoyin*) et 41 sous-préfectures (*hien*). F. Grenard (1929) écrivait :

Il n'y a pas de tentative de colonisation. Les Chinois sont rares, ils n'amènent pas leurs familles et se tiennent généralement à l'écart, fonctionnaires, employés, soldats, marchands, exilés, et quelques aventuriers qui vivent de jeu, de brocante, d'occasions. (p. 330)

La population ouïgoure, de langue turco-mongole, installée dans les oasis cernant le désert du Taklamakan est convertie à l'Islam sunnite depuis le X^e siècle. La région a connu deux périodes d'indépendance sous le nom de République du Turkestan oriental entre 1933 et 1934, puis entre 1944 et 1949. La région autonome du Xinjiang a été créée par la Chine en 1955.

Le Tibet à la différence des autres périphéries chinoises a une longue histoire d'État indépendant : un Empire tibétain dont l'apogée se situe au VII^e siècle après J.-C., époque où il a été le rival de l'Empire chinois. Après un long déclin, il s'est transformé en un État théocratique dirigé par le dalaï-lama depuis le XVIII^e siècle. En 1912, le 13^e dalaï-lama a proclamé officiellement l'indépendance du Tibet par un traité avec la Mongolie, mais l'Empire chinois n'a jamais renoncé à une suzeraineté variable selon les époques. La Conférence de Simla en Inde (1913) convoquée par les Britanniques a défini les frontières du Tibet, mais aussi le partage actuel entre le Tibet de Lhassa dit « Tibet extérieur » et le Tibet intérieur, sous autorité chinoise directe, regroupant les deux régions orientales traditionnellement tibétaines de l'Amdo et du Kham⁸. En 1951, la République populaire de Chine a décidé d'intégrer par la force militaire le Tibet extérieur à la Chine, en envoyant son armée à Lhassa. En 1959 à la suite d'une révolte, le dalaï-lama s'enfuit en Inde, et son gouvernement fut dissous. Les Chinois ont mis désormais en œuvre une politique d'intégration du territoire tibétain à celui de la Chine en construisant des routes, une voie ferrée Pékin-Lhassa, achevée en 2006, en envoyant des Han dans les centres urbains et en maintenant une forte présence militaire. La partie orientale du Tibet, Amdo et Kham, a été rattachée administrative-ment, en 1965, à la province nouvellement créée de Qinghai et aux provinces chinoises voisines de Gansu, du Sichuan et du Yunnan avec des préfectures et des districts autonomes. La région autonome du Tibet créée à la même date correspondait à l'ancien royaume de Lhassa du dalaï-lama.

Le rattachement à la Chine de ces périphéries continentales du Nord, de l'Ouest et du Sud-ouest, qui a été effectif sur le plan politique dès la dynastie Qing, s'est traduit par des redécoupages administratifs en provinces, préfectures... puis en régions autonomes (après 1949), jusque dans les années 1960. Il a été suivi par une politique de « colonisation », organisant ou favorisant l'immigration et l'installation de populations han dans ces régions très peu peuplées par comparaison avec la Chine proprement dite. L'objectif est de siniser de plus en plus ces territoires, selon un schéma tout à fait analogue à celui précédemment décrit pour la Chine du Sud, mais beaucoup plus difficile à appliquer dans le grand Ouest à cause de la nature montagneuse, steppique ou désertique de ces territoires dans lesquels la colonisation agricole par des paysans han est souvent impossible.

8. Dès 1720 la dynastie Qing avait établi un protectorat sur l'Amdo sous le contrôle du gouverneur (*amban*) de Xining. Dans le Kham jusqu'en 1950, il y avait la région particulière du Si-Kang regroupant 19 petites principautés autonomes. Au nord, dans l'Amdo, étaient rattachées au Gansu différentes tribus nomades : Panag au nord, Ngolog au sud. Mongols, Tibétains et Musulmans se mêlaient dans ces régions de marge (Grenard, 1929, p. 376).

V – La sinisation des périphéries continentales

La colonisation pionnière des paysans chinois et la sinisation ont été à la fois les plus précoces (dès la fin du XIX^e siècle) et les plus poussées dans la plaine de Mandchourie, à cause de la proximité du cœur le plus peuplé de l'Empire han ainsi que d'un milieu de plaine alluviale peu différent de celui d'origine. Ce territoire est maintenant très intégré à l'espace han des points de vue démographique, économique, politique et culturel, la population han y étant très fortement majoritaire. Par contre, dans les autres périphéries de l'Ouest et du Sud, le processus est en cours et parfois loin d'être achevé, les minorités nationales constituant encore 60 % de la population.

La création de colonies agricoles (*tuntian*) est un phénomène ancien, qui remonte à la dynastie des Han, mais qui n'a pas cessé de se reproduire dans la longue durée (Gernet, 1999, p. 157). Cette institution a été souvent utilisée par le pouvoir impérial centralisé sous la forme de colonies militaires, peuplées de soldats et de leurs familles, aux frontières septentrionales ou occidentales de l'Empire, qui étaient chargées à la fois de défendre, de mettre en valeur et de peupler les territoires nouvellement conquis. Elles ont pu aussi mobiliser et installer des paysans sans terre pour accroître la production agricole, fixer une population instable et errante, procurer des ressources fiscales à l'État. Ces colons des *tuntian* recevaient des outils agricoles et des animaux de labour, et étaient soumis à une organisation paramilitaire. Cet outil essentiel d'occupation, de mise en valeur et de défense du territoire, a été repris et rénové par le PCC dans les Corps de construction et de production (*shengchan jianshe bingtuan*) mis en place dans les régions frontalières. Composés à l'origine principalement de soldats de l'APL démobilisés, ces pôles de modernisations agricole et industrielle ont canalisé une immigration han et modifié radicalement la composition ethnique d'une région telle que le Xinjiang, où ils sont passés de 175 000 membres au moment de leur création en 1954 à 1 480 000 membres en 1964. Ils représentaient alors plus de la moitié des Han vivant dans cette région (Castets, 2009, p. 77).

Ainsi au cours de la période 1953-1982, la part de la population han s'est accrue considérablement au Xinjiang, passant de 7 à 30 % de la population totale et dans la province de Qinghai, où elle a augmenté de 54 % alors que celle des minorités diminuait de 3 % (Castets, 2009, p. 79). On a ensuite observé un tassement de cette croissance démographique des Han, et même une diminution, dans la plupart des provinces occidentales et méridionales (Sichuan, Gansu, Ningxia, Qinghai, Yunnan, Guizhou) à cause de la politique

de réformes libéralisant l'économie et des migrations qui se sont ainsi réorientées vers les grandes villes de l'intérieur et de la côte Est.

Cependant le Tibet et le Xinjiang sont les deux seules régions qui ont continué à attirer des immigrants han en grand nombre. Cela est le fruit d'une politique très volontariste de l'État pour développer et peupler ces deux régions. Les investissements et les aides au développement favorisent un afflux d'immigrants han qui continuent d'être en partie constitués par les CCPX au Xinjiang alors qu'ils ont été dissous dans l'ensemble du pays depuis les années 1970. Ils sont la première force économique de la région, contrôlant près du tiers des surfaces arables et assurant environ le quart de la production industrielle régionale. Ils représentent encore le tiers des Han du Xinjiang. Des immigrants « spontanés » disposant de *hukou*⁹ sont également attirés par la demande de main-d'œuvre dans l'agriculture, le bâtiment, les travaux publics, l'industrie pétrolière et le tourisme ; ils sont pour la plupart originaires du Sichuan, du Henan et du Gansu. La population han représente désormais près de 40 % de la population régionale, majoritairement localisée dans le nord du Xinjiang (Dzoungarie).

Les Han sont beaucoup moins nombreux dans la région autonome du Tibet où ils ne représentent que 6 % de la population régionale, sans compter la présence militaire qui est sans doute du même ordre. Cependant les Han civils étaient quasiment inexistantes en 1964. La rudesse du climat, de l'altitude et des conditions de vie a longtemps dissuadé les Han de venir s'y établir de façon durable. Ceux-ci s'installaient plus volontiers dans les zones autonomes tibétaines du Qinghai, du Gansu et du Sichuan, plus proches du monde chinois han. Mais, aujourd'hui, un nombre croissant d'immigrants han s'installe dans les centres urbains du Tibet, attirés par la multiplication des grands travaux d'infrastructure, le petit commerce, le tourisme. Il s'agit d'une immigration urbaine, la colonisation agricole étant très limitée et trop difficile pour les Han sur ces hauts plateaux et dans ce milieu montagneux. Le retour de violences à Lhassa en mars 2008 montre les limites de ce développement face aux frustrations de la population tibétaine de plus en plus marginalisée, les emplois de cadres, de techniciens et de personnel responsable dans l'administration locale étant de fait détenus par des Han. De même à Urumqi

9. Système d'enregistrement et de contrôle de la population instauré à l'époque maoïste pour servir le projet de développement socialiste. Le *hukou* assigne les individus à une communauté donnée rurale ou urbaine. Il place les migrations définitives sous le contrôle de l'État en particulier pour le passage d'une résidence rurale à une résidence urbaine, favorisant les migrations temporaires plus libres, mais excluant les migrants ruraux des mêmes droits sociaux que les urbains. L'obtention du *hukou* fait des migrants acceptant de s'installer dans le Xinjiang des privilégiés en comparaison de ceux qui s'installent sans *hukou* dans les grandes villes de l'Est (Froissart, 2009, p. 65-67).

en juillet 2009, des émeutes chez les Ouïgours, devenus minoritaires (13 %) dans cette ville capitale régionale, ont exprimé un malaise dans une population musulmane à qui échappe l'essentiel des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources en particulier pétrolières les plus importantes de Chine. Avant tout ruraux, ils émigrent de plus en plus vers les villes han de la côte Est. Si les Han sont largement majoritaires dans le Nord en Dzoungarie, ils ne le sont pas dans les oasis du Sud qui entourent le désert du Taklamakan où se trouve le principal gisement de pétrole. D'autres populations musulmanes hui et kazakh (12 % environ en 1990) ne partagent pas les revendications nationalistes des Ouïgours (48 %) (Gentelle, 2010, p. 59).

VI – L'Empire vietnamien : une petite Chine

Pendant la plus grande partie de son histoire, du X^e au XX^e siècles, tous les efforts de l'État vietnamien ont tendu vers l'extension de ses espaces centraux, rizicoles et peuplés presque exclusivement par des Kinh (ou Viêt), du delta du fleuve Rouge au Nord, berceau de la nation vietnamienne, jusqu'au delta du Mékong au Sud. L'espace concerné était celui des plaines des deltas du fleuve Rouge, du Tanh Hoa et du littoral correspondant (Nghê An) jusqu'à la Porte d'Annam.

Le territoire du Dai Viêt était organisé selon un modèle centralisateur de type chinois, tourné vers un empereur unique résidant dans une capitale-citadelle, qui a été, à partir de 1010, Thang Long, à l'emplacement de l'actuelle Hanoï. Elle l'est restée jusqu'à ce que la dynastie des Nguyen la déplace en 1802 à Hué, au centre, l'Empire vietnamien s'étant étendu vers le Sud. Au XI^e siècle, la dynastie Ly a renforcé l'autorité impériale en s'appuyant sur les monastères bouddhiques et sur le culte des esprits. L'empereur Lê Thanh Tông a créé, dans la seconde moitié du XV^e siècle, les structures administratives territoriales, encore en vigueur – 13 provinces subdivisées en 52 départements (*pu*), 172 districts (*huyên*) et 50 arrondissements (*châu*), la communauté villageoise restant la structure socio-politique de base¹⁰.

Le Viêt Nam s'est construit par une guerre de conquête contre le royaume hindouisé du Champa le long du littoral vers le Sud. Cette « Marche vers le

10. La continuité dynastique était assurée par la transmission du pouvoir à son successeur du vivant même de l'empereur. Dès le XI^e siècle, le pouvoir impérial a créé un système fiscal et une administration de mandarins recrutés sur concours et attachés au sol par l'octroi de domaines terriens dans lesquels ils levaient l'impôt. Il a recruté également une armée à partir d'un registre des inscrits établi dans chaque village, instituant ainsi un service militaire dans la plus grande partie de la population. Les soldats faisaient leur service militaire pendant six mois par an ; les six autres mois, ils revenaient dans leur village cultiver la terre (Schweyer, 2008, p. 96-120).

Sud » (*Nam tiên*) a duré six siècles jusqu'à la disparition de cet État-mandala de type indien (fig. 3). La croissance démographique et l'instabilité politique, qui suivirent le renversement de la domination chinoise, conjuguées avec les incursions fréquentes des troupes du Champa dans le delta du fleuve Rouge, amenèrent les Vietnamiens à établir des colonies de paysans/soldats, des postes de colonisation (*dôn diên*), aux fonctions à la fois agricole et militaire, à la frontière de ce royaume hindouisé. Lorsque les « colonies » vietnamiennes, souvent composées de soldats ou d'anciens soldats, étaient suffisamment nombreuses et denses, un quadrillage administratif était mis en place, et alors une frontière bien délimitée, de type linéaire, était établie.

Le territoire vietnamien des basses terres littorales s'est ainsi constitué aux dépens du royaume Cham vers le Sud au cours d'une poussée qui a duré plus de trois siècles (1558-1858) qu'on appelle *Nam tiên*, selon un principe impérial d'inspiration chinoise. Ce phénomène de colonisation s'appuyait sur des critères de supériorités technique (riziculture irriguée), militaire, morale (confucianisme)... Un arsenal de mesures administratives, politiques, économiques et militaires permettait la mise en place de « provinces de pacification des Barbares ». La combinaison de colonies agricoles (*dinh diên*) et de postes militaires (*dôn diên*), selon cette stratégie de segmentation du territoire utilisant des paysans/soldats, a assuré une maîtrise progressive du territoire par l'empire de Huê. Fondée sur une pratique conjointe de protection et de conquête, cette marche contraignait les peuples cham, laotien, khmer soit à s'acculturer puis s'assimiler, soit à partir. On a constaté, par exemple, l'exode massif vers les hautes terres de l'Ouest de Cham en 1834-1836, immédiatement remplacés par des Viêt. Ces méthodes ont aussi permis la mise en œuvre progressive d'une maîtrise territoriale par des paysans/soldats subvenant à leurs propres besoins par le travail de la terre et assurant la défense des villages-frontières (*lân*) implantés face aux Montagnards de l'Ouest.

À deux reprises, une muraille haute de plusieurs mètres (jusqu'à quatre mètres), le *Son phong*, a été aménagée, alternant des sections en terre et en pierre, en bordure de la zone montagneuse, le long d'une route préexistante dans la province de Quang Ngai (1819), puis de Quang Nam à Binh Dinh (1866), sur une longueur de 127 km. Elle était encadrée par des colonies militaires (*dôn diên*) à fonction également agricole (une cinquantaine de forts identifiés le long de la muraille). Sa fonction était à la fois de protéger le territoire vietnamien contre les incursions des Barbares des montagnes, appartenant dans cette région à l'ethnie hrê, mais aussi de les contrôler, de les intégrer puis de les assimiler. Ces groupes vassalisés formaient une population tampon contribuant à la protection des frontières sous la direction de militaires viêt

(Bray, 2011). Les méthodes utilisées étaient similaires à celles de l'Empire han, le *Son phong* jouant, toutes proportions gardées, un rôle analogue à celui de la Grande Muraille en Chine.

Un siècle supplémentaire a été nécessaire pour conquérir et commencer à coloniser le delta du Mékong aux dépens du Royaume khmer. Les plaines rizicoles ont d'abord été les seules concernées à l'exclusion des zones montagneuses, difficiles d'accès et trop malariennes pour les populations kinh.

La colonisation par les Kinh et l'intégration au territoire national des zones montagneuses du Nord-ouest et du Centre-ouest se sont faites en dernier, au xx^e siècle. Elles sont actuellement en voie d'achèvement. La logique territoriale de type chinois, consistant à installer des colonies agricoles de paysans/soldats (*dôn diên*) au cours de la Marche vers le Sud (*Nam tiến*), s'est poursuivie dans ce qu'on a appelé par analogie la Marche vers le Nord (*Bac tiến*) et vers l'Ouest (*Tây tiến*).

VII – L'expansion territoriale dans les hautes terres du Nord et de l'Ouest

Les deux guerres d'Indochine successives (1947-1975) ont amené les Viêt ou Kinh à fréquenter de plus en plus ce milieu montagneux, à se familiariser avec lui et même à s'y implanter. Il leur est apparu de plus en plus comme ayant une importance stratégique capitale pour l'indépendance et la réunification de leur État-nation. Une fois celles-ci acquises en 1975, l'État communiste vietnamien a immédiatement mis en œuvre une politique de peuplement et de colonisation, on peut même dire de vietnamisation, de ces hautes terres¹¹. Les premiers essais et expériences ont eu lieu à partir de 1954 dans le Nord, pour être étendus ensuite au Centre-sud après 1975. Des recherches récentes permettent d'analyser très précisément ce processus d'intégration au territoire national de terres anciennement peuplées par des minorités montagnardes « autochtones » (Fages, 2004 ; Fortunel, 2003). Un nouvel ordre territorial au profit de populations allochtones, récemment installées, a été mis en place par l'État intervenant directement dans un premier temps (1955-1986) en créant des coopératives de production (les Nouvelles Zones Économiques), puis indirectement en laissant se développer une logique marchande (1986-2001). La réussite économique de la caféiculture s'est accompagnée du retrait de l'État, dans tous les domaines, et du passage d'une logique de l'organisation

11. Pour une analyse plus approfondie de l'intégration des hautes terres au territoire national vietnamien, on se reportera au chapitre 5 du livre de M. Bruneau, 2006, p. 103-127.

territoriale et de la gestion de la population par la puissance publique à une logique de valorisation de la performance économique.

Les rapports inter-ethniques s'en sont trouvés modifiés et ont débouché sur une situation de plus en plus conflictuelle. Les populations autochtones, les plus faibles économiquement, se retrouvent de plus en plus en difficulté, aussi bien dans la zone centrale soumise à une forte pression foncière que dans la périphérie, où elles ne peuvent plus se réfugier dans une forêt de plus en plus entamée. Des conflits fonciers, de plus en plus nombreux, apparaissent dans ces marges en voie d'appropriation. Le développement de la caféiculture, en se diffusant, a orienté les relations sociales vers le foncier autour duquel s'affrontent acteurs et logiques différentes. Les minorités « autochtones » se sont retrouvées marginalisées ou exclues sur leurs propres terres déforestées. Ces hautes terres, naguère tenues en marge au point d'être séparées des basses terres kinh par une « muraille de pacification des Barbares » (*son phong*), ont été véritablement intégrées au sein d'un territoire national en voie d'homogénéisation.

Les logiques d'expansion territoriale vietnamienne et chinoise ont beaucoup de points communs dans la longue durée et dans les basses terres. Mais dans les zones montagneuses on note des analogies et des divergences quant à la politique suivie au sujet des minorités montagnardes. Le processus d'incorporation des hautes et basses terres des provinces frontalières du sud de la Chine, en trois phases, s'étend sur une longue durée, plus d'un millénaire. La Marche vers le Sud (*Nam tiến*) au Viêt Nam s'appuie de même sur une colonisation des terres par des paysans/soldats, organisée par l'État impérial, sur une durée de 8 à 9 siècles. Par contre, l'intégration des espaces montagneux du Sud en Chine, du Nord et de l'Ouest au Viêt Nam, s'est déroulée de façon différente et dans une durée plus brève au Viêt Nam.

Alors que la Chine a progressé régulièrement vers le Sud dans la zone montagneuse, incorporant peu à peu cette périphérie, le Viêt Nam a concentré toutes ses énergies dans sa « Marche vers le Sud », intégrant les terres rizicoles des plaines alluviales et laissant de côté les espaces montagneux à l'ouest d'une frontière intérieure. Ceux-ci étaient le domaine des seigneuries ou principautés thaï ou austronésiennes (Cham), et des villages de « Montagnards », qui pratiquaient la double, voire la triple allégeance, entre le Lane Xang ou le royaume de Luang Prabang, le Siam, le Yunnan chinois et le Viêt Nam de Hué.

La colonisation française a commencé à intégrer ces territoires à l'espace vietnamien, puis l'État communiste vietnamien du Nord, celui pro-américain

du Sud, enfin le Viêt Nam réunifié d'après 1975. Il s'agit donc d'un phénomène récent qui ne s'étend que sur une période d'un siècle environ et, de façon plus intensive et systématique, au cours des trente dernières années.

Si le modèle chinois de la constitution de zones bénéficiant d'une autonomie formelle, qui respecte les traditions culturelles et une appartenance ethnique d'une partie des dirigeants locaux et régionaux, a été suivi avant 1975 au Nord du Viêt Nam (Tay Bac et Viet Bac), il a été abandonné après 1975. L'État vietnamien a entrepris d'y favoriser l'installation du plus grand nombre possible de Kinh comme paysans/soldats, riziculteurs, selon un modèle agraire provenant du delta du fleuve Rouge. Il a également favorisé l'installation de commerçants ou fonctionnaires kinh dans les villes et petits centres.

Au Nord, les Vietnamiens, comme les Chinois au Guangzhou ou au Yunnan, se sont appuyés sur les minorités thaï rizicultrices des basses terres, qui avaient une culture et un mode de vie plus proches du leur. Ils n'ont pas pu y susciter une immigration massive de Kinh. Au Centre, par contre, la solution choisie a été d'envoyer sur les Hauts plateaux, au cours des trente dernières années, un grand nombre de migrants kinh et montagnards du Nord grâce au boom des cultures commerciales pérennes (hévéa et surtout café), afin d'intégrer en les sédentarisant ou de marginaliser sur leurs propres terres les « autochtones » essarteurs. Comme en Chine, l'avantage démographique et le contrôle de l'appareil d'État du groupe ethnique dominant (kinh) sont utilisés pour intégrer ces territoires de minorités « autochtones », en évitant leur auto-nomisation réelle. La pression est très forte et peut provoquer des réactions violentes de résistance chez les autochtones, comme celle de février 2001 sur les Hauts plateaux.

VIII – Une même logique territoriale d'intégration des périphéries continentales d'un Empire devenant un État-nation

La Chine et le Viêt Nam se sont appuyés, dans la longue durée, sur l'important réservoir de migrants que constituaient les plaines d'agriculture intensive très densément peuplées (à la limite du surpeuplement) siège de leur État impérial unitaire centralisé, situées dans la partie orientale de ces deux pays le long de leur côte maritime à laquelle ils ont la plupart du temps tourné le dos. Leur noyau initial étant localisé dans le Nord-est, ils ont d'abord conquis, « colonisé » et peuplé les plaines alluviales, vallées et bassins qui se trouvaient dans la continuité en descendant vers le Sud. Ils ont ainsi construit leur territoire impérial auquel ils ont ensuite joint au Nord et à l'Ouest des

espaces montagneux périphériques relativement sous-peuplés par des groupes ethniques minoritaires.

La colonisation agricole et l'intégration au territoire impérial, devenu national, se sont effectuées au ^{xx}^e siècle, ce processus n'étant pas actuellement achevé. Ils ont pour cela utilisé des méthodes analogues faisant appel à des paysans/soldats embrigadés par l'État. Le Viêt Nam, ancienne province chinoise, qui s'est rendu indépendant à la fin du premier millénaire de notre ère, est arrivé à un stade actuellement plus achevé de l'intégration de son territoire national, malgré l'étalement de ce processus sur une période deux fois moins longue que la Chine. Celle-ci, malgré la masse considérable de sa population han (plus d'un milliard d'habitants), peine à intégrer son grand Ouest pour deux raisons principales. D'une part, de grands États y ont eu une existence de plusieurs siècles dans l'histoire (Empires mongol et tibétain). Ils n'ont pas eu d'équivalent dans les hautes terres du Viêt Nam où les groupes ethniques étaient sans État ou n'avaient créé que de petits États comme dans le Sud de la Chine. Mongols et Tibétains du grand Ouest ont cherché à constituer leur État-nation au ^{xx}^e siècle, ce qu'a réussi partiellement la Mongolie avec l'aide de la Russie, puis de l'URSS après 1911 (la Mongolie extérieure), ce que n'a pas réussi le Tibet faute d'une aide suffisante du Royaume-Uni et de l'Inde. D'autre part, les conditions naturelles difficiles du grand Ouest (milieux montagneux et désertiques) n'ont permis jusqu'à présent une colonisation agricole puis industrielle significative de populations han que sur une partie de cet espace : Mongolie intérieure, Qinghai, Nord Xinjiang (Dzoungarie). La sinisation massive de la Mandchourie qui s'est effectuée au ^{XX}^e siècle (front pionnier agricole puis industriel) n'a pas pu se poursuivre aussi efficacement au Xinjiang et au Tibet.

*

Le Viêt Nam est en train de réussir l'intégration et l'homogénéisation de son territoire de hautes terres septentrionales et occidentales comme la Chine a réussi le sien au Sud (Guangxi, Guizhou, Yunnan) car les conditions y sont analogues : mosaïque ethnique de minorités montagnardes de plus en plus encadrées par un apport démographique important de migrants agricoles et urbains han ou viêt. L'avenir dira si la Chine pourra achever l'intégration territoriale des régions autonomes du Tibet et du Xinjiang, malgré les résistances intérieures appuyées par leurs diasporas qui mobilisent des appuis extérieurs. Au Viêt Nam comme en Chine, on est bien en présence d'une même logique territoriale à l'œuvre depuis un à deux millénaires, qui s'est révélée d'une efficacité redoutable grâce à la puissance d'un État unitaire impérial puis natio-

nal, capable de mobiliser et d'encadrer des masses paysannes dotées d'une même civilisation agraire très élaborée.

Bibliographie

Balandier G., 1967 - *Anthropologie politique*. Paris : PUF, p. 167-173

Bray A., 2011 - *Vietnam's own 'great wall' uncovered*. Consulter <http://edition.cnn.com>.

Bruneau M., 2006 - *L'Asie d'entre Inde et Chine : logiques territoriales des États*. Paris : Belin, 317 p.

Castets R., 2009 - Migrations et colonisation dans le Grand Ouest de la Chine. In : Jaffrelot Ch. et Lequesne Ch., dir. - *L'Enjeu mondial : les migrations*. Paris : Presses de Sciences Po., p. 73-84.

Dorofeeva-Lichtmann V., 2001 - I testi geografici ufficiali dalla dinastia Han alla dinastia Tang. In : Chemla K., Bray F., Fu Daiwie, Huang Yi-Long et Métailié G., dir. - *La scienza in Cina*. In : Sandro Petruccioli, dir. - *Enciclopedia Italiana, Storia della Scienza*, vol. 2 : *Le Scienze Extraeuropee*, vol. 3. Rome : Istituto della Enciclopedia Italiana, p. 190-197.

Evans G., 2000 - Transformation of Jinghong, Xishuangbanna, PRC. In : Evans G., Hutton C. et Kuah Khun Eng - *Where China meets Southeast Asia, social and cultural change in the border regions*. Copenhagen and Singapour : Nordic Institute of Asian Studies, p. 162-182.

Fages L., 2004 - *De stratégies en tragédies : confrontations territoriales et évolutions des systèmes ruraux*. Pessac : Thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2 tomes, 376 p.

Fortunel F., 2003 - *L'État, les paysanneries et les cultures commerciales pérennes dans les plateaux du centre Viêt Nam*. Toulouse : Thèse de doctorat, Université de Toulouse II, 515 p.

Froissart Ch., 2009 - Les migrations intérieures en Chine. In : Jaffrelot Ch. et Lequesne Ch., dir. - *L'Enjeu mondial : les migrations*. Paris : Presses de Sciences Po., p. 65-72.

Gentelle P., 2010 - Pékin et ses périphéries continentales. In : Boisseau du Rocher S., dir. - *Asie 2010-2011 : forces et incertitudes de la locomotive du monde*. Paris : La Documentation Française, p. 49-63.

Gernet J., 1999 - *Le monde chinois*. Paris : Armand Colin, 699 p.

Granet M., 1968 - *La pensée chinoise*. Paris : Tome XXV bis de la Bibliothèque de Synthèse historique « L'Évolution de l'Humanité », Édition Albin Michel, 568 p.

Grenard F., 1929 - Haute Asie. In : Vidal de la Blache P. et Gallois L., dir. - *Géographie Universelle*, t. VIII. Paris : Armand Colin, p. 235-379.

Herman J.E., 2003 - The Mu'enge kingdom, a brief history of a frontier empire in Southwest China. In : Di Cosmo N. et Wyatt Don J., dir. - *Political frontiers, ethnic boundaries, and human geographies in chinese history*. London : Routledge Curzon, p. 245-285.

Moseley G.V.H., 1973 - *The consolidation of the South China Frontier*. Berkeley : University of California Press, 192 p.

Mus P., 1977 - *L'angle de l'Asie*. Paris : Hermann, p. 109-118.

Sanjuan Th., 2007 - *Atlas de la Chine*. Paris : Autrement, 80 p.

Schweyer A. V., 2008 - *Le Viêt Nam ancien*. Paris : Les Belles Lettres, 319 p.

Sion J., 1928 - Asie des Moussons, Première Partie. In : Vidal de la Blache P. et Gallois L., dir. - *Géographie Universelle*, t. IX. Paris : Armand Colin, 272 p.

Solinger D.J., 1977 - Minority nationalities in China's Yunnan province : assimilation, power and policy in a socialist state. *World Politics*, vol. 30, n° 1, p. 1-23.

Wade G., 2000 - The southern chinese borders in history. In : Evans G., Hutton C. et Kuah Khun Eng - *Where China meets Southeast Asia, social and cultural change in the border regions*. Copenhagen and Singapore : Nordic Institute of Asian Studies, p. 28-50.

Résumé

La Chine et le Viêt Nam, malgré la différence d'échelle entre ces deux pays, ont suivi une même logique d'expansion et d'intégration de leurs périphéries continentales à leur territoire, impérial puis national, dans la longue durée (un à deux millénaires). Ils ont chacun, à partir d'un centre très densément peuplé au Nord-Est, étendu leur territoire vers le Sud en suivant les plaines alluviales. Ils ont ensuite cherché à intégrer leurs périphéries de hautes terres du Nord et de l'Ouest, peuplées de minorités ethniques, en combinant conquêtes militaires, redécoupages territoriaux et colonisation agricole de migrants han ou viêt. Si cette expansion territoriale en plusieurs étapes a été d'une grande efficacité lorsqu'elle a pu s'appuyer sur une immigration massive, encadrée directement puis indirectement par leur État unitaire centralisé, elle se heurte à de fortes résistances des populations « autochtones » surtout dans le grand Ouest chinois. Les difficultés du milieu montagneux ou désertique ne favorisant pas la colonisation agricole et un passé historique ayant connu de grands États impériaux en sont les principaux obstacles. Le Viêt Nam, comme le sud de la Chine, se heurte à de moins grandes difficultés. Peut-on parler d'une relation de type fractal entre ces deux pays partageant la même culture et nombre d'institutions analogues ?

MOTS-CLÉS : Chine, Vietnam, expansion territoriale, intégration des périphéries continentales, relations de type fractal.

| **Abstract** |

Can we talk of a fractal type relation between the China and Vietnam logic of territorial expansion and integration?

China and Vietnam have followed, given the scale gap between the two countries, the same logic of territorial expansion and integration of their continental peripheries within the Empire, then Nation-State, in the long duration (one to two thousand years). Each of them, starting from a North East center densely populated, has extended his territory towards the South following alluvial plains. Then, they have tried to integrate their outlying northern and western highlands settled by ethnic minorities, combining military conquests, changes in their territorial boundaries and agricultural settlements of Han and Viet migrants. If this territorial expansion in several steps has been very effective when it relied on a mass immigration controlled by their centralised unitarian State, it met with a strong resistance from the « autochthonous » populations, mainly in the Chinese Great West. The constraints of mountain and desert environments, not favouring agricultural settlements, and a history characterized by imperial States have been the main obstacles. Vietnam, as South China, met lesser difficulties. Can we talk of a fractal type relation between these two countries sharing the same culture and many similar institutions?

KEY-WORDS: China, Vietnam, territorial expansion, integration of continental peripheries, fractal type relation

| **重返贵州** |

中国与越南：国土的扩张与合并——一种相似的逻辑？

概要：中国与越南，尽管两个国家在地理空间上的不同，但是它们在很长一段时期内大概一到两千年的历史中，针对与周边国家的关系以及帝国与民族国土的扩张和合并，却拥有着同样的逻辑理念。两个国家从中部开始到东北一带人口稠密，然后国土沿着冲积平原一直延伸到南部。接下来他们往往用把军事征服，重新划分国土，与汉族或越南族的农业垦殖融合在一起的方式，来寻找对北方及西边少数民族的合并。在统一的中央政府的直接或间接管理下，当人口能够大规模的进行移民时，这种递进式的国土扩张方式似乎显有成效；但是，这与特别是中国西部的本土民众的抵抗形成鲜明的对比。在这些地方，扩张与合并主要的障碍是：山区和沙漠地带对农业垦殖不利，还有对帝国过去历史的认识 and 了解。和中国南部一样，越南面临的困难要少一些。综上所述，我们能不能说，拥有着与中国的文化和体制相似的越南，是一个中国的缩影？

关键词：中国，越南，历史，文化，扩张，少数民族，移民。

ANNEXES

<i>Introduction</i>	Photos 1 à 3
<i>La mutation de la Chine aujourd'hui</i>	Photos 4 à 10
<i>Disparité régionale de la Chine</i>	Figure 1
<i>La pauvreté rurale en Chine du Sud-Ouest: exemples de deux communes du Guizhou</i>	Photos 11 et 12. Figures 2 à 5
<i>Le développement de l'agriculture en milieu karstique dans le Sud-ouest de la Chine: l'exemple du Guizhou (district de Ziyun)</i>	Figure 6
<i>Le patrimoine karstique de la Chine du Sud-Ouest: contexte géotectonique, genèse du karst et rôle de l'effet de site</i>	Figures 7 à 9 . Photos 13 à 23
<i>Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique</i>	Photos 24 à 28
<i>Chine - Inde: course au développement et impacts socio-environnementaux</i>	Photo 29 à 34

Photo 1 – Les participants officiels au colloque de Guiyang en juillet 2007, Université Normale du Guizhou.

**Photo 2 – Séance inaugurale du colloque dans la salle de conférence.
(Photo A. Turlet)**

**Photo 3 – Présentation de Pierre Gentelle par le professeur Dan Wenhong.
(Photo M.-L. Penin)**

**Photo 4 – Pierre Gentelle et un paysan du Sud Guizhou (village de Yaozhai) en
juillet 2007. Celui vient de lui raconter la terrible famine qui s'est produite dans
la région durant le « Grand Bond en Avant ». (Photo Richard Maire)**

© Musée de Sarguemines

Photo 5 – Assiette coloniale française représentant un peloton d'exécution japonais fusillant un chinois vers les années 1900. © Musée de Sarreguemines

**Photo 6 – Dans les années 1980, agriculture traditionnelle dans la région du temple de Shaolin (Henan), un des berceaux des arts martiaux.
(Photo P. Gentelle)**

Photo 7 – En octobre 1987, au bord du lac de Kunming. Aujourd’hui ce secteur est totalement urbanisé ! (Photo Pierre Gentelle)

Photo 8 – Les canaux autour de la ville de Shuzhou (Jiangsu) dans les années 1970. On était encore pendant la période pauvre de la Chine, juste avant l'ouverture du pays par Deng Xiao Ping. (Photo Pierre Gentelle)

Photo 9 – Vieux quartier (Hutong) de Beijing en 1999. Ces derniers ont presque totalement disparu. (Photo Pierre Gentelle)

Photo 10 – Marché Uygur à Kaschgar en 1992 dans la province occidentale musulmane de Xinjiang. (Photo Pierre Gentelle)

Figure 1 – Répartition des précipitations moyennes annuelles en Chine.
(Source : Centre des données sur les ressources et l'environnement de l'Académie des sciences de Chine)

Photo 11 – L'aménagement des champs agricoles : la rizière est située en bas et les champs de maïs s'étagent sur les pentes douces au pied de la montagne.
(Photo Chen Jiangtao)

Photo 12 – Champs de pommes de terre en floraison à Pojiao, mai 2004.
(Photo Chen Jiangtao)

Figure 2 – Le Relief de la province du Guizhou et localisation des 2 communes étudiées : Riolan au sud (District de libo) et Pojiao au nord (district de Weining).
(Source : Chen Jingtao, 2007)

Figure 3 – Utilisation du sol à Raolan (d'après la carte topographique de 1965 à 1/50 000).
(Cartographie : Guilène Réaud-Thomas, ADES-Dymset-CNRS)

Figure 4 – Exploitation du sol du bassin du lac Caohai et situation du village de Pojiao, à l'ouest.
(Source : Réserve naturelle du lac Caohai, dessin chen jingtao)

Figure 5 – Relief et habitat du secteur de Pojjiao.
(Cartographie : Guilène Réaud-Thomas, ADES-Dymset-CNRS)

Figure 7 – Carte géologique de la province du Guizhou.
(D'après Maire et al., 2004)

Figure 6 – Répartition des régions désertifiées du district de Ziyun.
(Source : Bureau du développement et de rénovation, avril 2005)

Figure 8 – Un modèle de grotte-tunnel géante à niveaux étagés traversant un karst conique : la Gebihe (Guizhon, Zihun).
(D'après Maire et al., 2004)

Figure 9 – Un modèle de grotte-tunnel géante sous vallée sèche : la Gesche (Guizhon, Panxian). (D'après Maire et al., 2004)

Photo 13 – Les dolomies du Sinien (700-800 Ma) dans la partie aval des Trois Gorges sur le fleuve Yangtse. (Cliché R. Maire)

Photo 14 – Le massif préhimalayen du Dragon de Jade (Yulongxueshan, 5 600 m) présente une armature de calcaires et de marbres du Dévonien-Carbonifère-Permien dégagés de sa couverture de flyschs du Trias.

Photo 17 – Ce pont-tunnel géant s'ouvre au sud du district d'Anshun dans le centre du Guizhou. Il correspond à un ancien tronçon perché du réseau de Longgongdong. (Photo R. Maire)

Photo 15 et 16 – Les karsts à cônes et pitons du SW du Guizhou (« Les dix mille collines ») illustrent bien l'action de la karstification à partir de la surface pénéplanée datant du milieu du Tertiaire. (Photos R. Maire)

Photo 18 – Karst à buttes dissymétriques de type qiufeng-chevron sur le flanc de l'anticlinal de calcaires permien de Baoji dans le district de Panxian (Guizhou occidentale). (Photo R. Maire)

Photo 19 – Karst à buttes dissymétriques de type qiufeng-chevron sur le flanc de l'anticlinal de calcaires permien de Baoji dans le district de Panxian (Guizhou occidentale). (Photo R. Maire)

Photo 20 – Les basaltes du Mt. Badashan (2 558 m) domine un karst à cônes qui s’est formé dans les calcaires du Permien inférieur après l’érosion de la couverture volcanique imperméable. (Photo R. Maire)

Photo 21 – La perte de Dadong (« grande grotte ») s’ouvre par un porche haut de 100 m à l’extrémité d’un canyon aveugle (Wufeng, Hubei). (Photo Climanthrope)

Photo 22 – La perte géante de la Gebihe débute par un porche haut de 120 m dans les calcaires du Permien. En 2005 l’ensemble du site est devenu Parc National avec un aménagement touristique. (Photo R. Maire/colloque franco-chinois 2007, ADES-Dymset, Pessac)

Photo 23 – Ce « tunnel » inactif correspond à l'ancien passage de la Gebihe souterraine. Il est perché à + 226 m en raison de la surrection himalayenne. (Photo R. Maire/colloque franco-chinois 2007, ADES-Dymset, Pessac)

Photo 24 – Peinture chinoise représentant la rencontre de l'amiral Zheng He avec la population africaine de la côte orientale (Somalie) au début du XV^e siècle. (Auteur inconnu).

Photos 25 et 26 – La gare de Tazara à Dar es Salaam (Tanzanie) présente un style monumental typique ; elle a été construite par les Chinois dans les années 1970 en même temps que la ligne de chemin de fer reliant Dar es Salaam à Lusaka en Zambie. (Photo Annie Bart, 1996-1997)

Photo 27 et 28 – Les trains de la ligne de Tazara ont été construits par l'entreprise chinoise Sifang. Depuis 1998, Bombardier (Canada) et Sifang Locomotive and Rollingstock Cie forment une joint-venture dédiée à la fabrication de trains à grande vitesse. (Photos H. Mainet, 2010)

Photo 29 – Paysage rural typique dans les karsts du Sud Guizhou : rizières, villages et karsts à tours. (Photo R. Maire)

Photo 30 – Panneau publicitaire (district de Libo, Guizhou) incitant les paysans à investir dans une agriculture moderne (mécanisation, engrais, pesticides).
(Photo M.-L. Penin)

Photo 31 : Un exemple de croissance urbaine : la ville de Guiyang, capitale de la province du Guizhou. Pagode ancienne au milieu des immeubles des années 1990 et des tours des années 2000. (Photo R. Maire)

Photo 32 – Exemple d'hypermarché dans le centre ville de Shanghai.
(Photo M.-L. Penin)

Photo 33 – Inde du Sud (Tamil Nadu), rizières vers 200 m d'altitude au pied de la grande chaîne des Ghâts occidentaux. (Photo J.-M. Quitté)

**Photo 34 – Circulation dense des véhicules à l'entrée de New-Delhi en 2011.
(Photo Ange-Lili Mageran).**